

4 décembre 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les relations franco-algériennes, à Alger le 4 décembre 2007.

Mesdames et Messieurs,

Je vous demande de bien vouloir excuser mon retard, qui est dû à un emploi du temps extrêmement chargé.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Monsieur l'Ambassadeur, que je veux remercier et saluer tout particulièrement pour l'excellence de son travail, Monsieur l'Ambassadeur, c'est vous que l'on applaudit,

Messieurs les Consuls généraux,

Monseigneur,

Madame et Messieurs les Conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger,

Et si vous me le permettez, Mes Chers Compatriotes,

C'est avec plaisir et émotion que je me trouve devant vous, aujourd'hui, dans cette villa des Oliviers qui représente tant pour la France en Algérie et pour l'histoire de France tout simplement. Je suis heureux de retrouver bon nombre d'entre vous, un peu plus d'un an après ma dernière visite dans ce lieu.

J'effectue ici l'une de mes toute premières visites d'Etat dans le monde, mais déjà mon deuxième séjour en Algérie depuis mon élection. Cela témoigne de la priorité que l'Algérie, et la relation que nous entretenons avec elle, représentent pour moi. Le devenir de l'Algérie est crucial pour la France, tant nous sommes proches, nos destins liés, nos sociétés imbriquées, tant les difficultés et les crises de l'un résonnent chez l'autre. L'attente du peuple algérien est très forte à l'égard de notre pays et je la ressens.

Mes entretiens avec le président Bouteflika, faisant suite à une première rencontre que j'avais tenu à avoir avec lui en juillet dernier, au lendemain de mon élection, me permettent de dire que nous partageons la même vision d'un partenariat incontournable et le même constat d'une relation qui a déjà franchi de grands pas, en étant parfaitement conscient que l'on peut aller plus loin et beaucoup plus vite.

Je souhaite en premier lieu que notre dialogue politique, à tous les niveaux, soit plus fréquent. Il le faut pour mettre en oeuvre les projets communs, dont celui de l'Union de la Méditerranée qui, comme vous le savez, me tient très à coeur. Il le faut aussi pour traiter et régler aux mieux les désaccords et les malentendus, qu'il peut y avoir entre amis.

D'ores et déjà, nous sommes convenus avec le président Bouteflika que la relation économique, commerciale et financière devait encore franchir de nouvelles étapes. Je salue le travail remarquable accompli chaque jour par les entreprises françaises. Grâce à vous, la France demeure le premier fournisseur de l'Algérie, avec une part de marché de près de 20 %, qui est exceptionnelle pour notre pays. L'Algérie est le deuxième client étranger, hors OCDE, pour les entreprises françaises, et le premier sur le continent africain. Nous sommes ainsi le premier investisseur étranger hors hydrocarbures en Algérie, le deuxième au total et j'ai bon espoir avec les contrats que j'ai signés, que nous devenions bientôt le premier, tous secteurs confondus.

Je veux vous féliciter, exportateurs, investisseurs, expatriés des sociétés françaises présents ici ce soir et adresser un salut amical à la section locale des conseillers du Commerce extérieur ainsi qu'à la Chambre française de commerce et d'industrie en Algérie, qui font un travail d'animation

qu'à la Chambre française de commerce et d'industrie en Algérie, qui font un travail d'animation et d'information essentiel. Je tiens en particulier à remercier les conseillers du Commerce extérieur pour le très utile "livre blanc sur les investissements" qu'ils ont élaboré en collaboration avec le MEDEF International et qui a servi de base au mémorandum adopté lors de ma visite. Nous ne devons jamais nous reposer sur nos lauriers. Nos concurrents internationaux sont de plus en plus présents. Notre part de marché, pour élevée qu'elle soit, connaît un tassement, léger mais régulier, depuis quelques années. Alors, pour redresser la barre, il y a deux remèdes : l'investissement et l'établissement de relations de partenariat, notamment entre PME françaises et algériennes.

S'agissant des investissements, ils sont certes en forte progression, mais n'atteignent pas encore, loin s'en faut, le niveau que l'on peut attendre, compte tenu de ce que chacun des deux pays représente pour l'autre. Je suis conscient des difficultés que rencontrent les investisseurs, mais pense que l'effort doit porter sur l'ensemble des conditions d'accueil des investissements. Il ne suffit pas de faire le constat des difficultés, il faut aussi s'inscrire dans une démarche volontariste, et c'est, entre autres, le sens du dialogue entre Français et Algériens dans le cadre des trois filières sélectionnées en priorité : l'agro-alimentaire, la pharmacie et l'automobile. Et dans ces trois secteurs, des perspectives concrètes ont été établies.

Dans le domaine de la coopération, j'ai été frappé par l'étendue, la diversité et la qualité des actions menées. Je veux rendre hommage à tous les acteurs, dont beaucoup sont présents ce soir. Qu'il s'agisse d'éducation, de santé, d'environnement, de haute technologie, d'appui à l'Etat de droit, de préservation du patrimoine, les partenariats sont innombrables, et bien vivants. Afin de donner un cadre plus approprié à cette action, nos ministres des Affaires étrangères viennent de signer une nouvelle convention de partenariat, c'est la première depuis vingt ans, c'est un document unique en son genre qui reflète bien la nouvelle ambition partagée de nos deux pays, puisqu'elle englobe la quasi-totalité de l'action gouvernementale. Tous les secteurs, toutes les dimensions, tous les acteurs, dont les collectivités locales françaises, seront désormais pris en compte et pourront ainsi contribuer à notre effort commun de développement, comme l'est déjà l'Ecole supérieure des affaires, qui fonctionne à la satisfaction de tous.

Cette ambition d'un partenariat d'exception entre nos deux pays ne pourra se réaliser, si elle ne place pas au premier plan le facteur humain, qui rend unique le rapport franco-algérien, et si elle ne s'accompagne pas d'un travail de mémoire, pour rapprocher notre lecture de l'histoire. Ce travail ne doit pas être un préalable au développement de nos relations, car les peuples ne peuvent attendre, et nous devons tourner nos regards d'abord vers l'avenir. Mais si ce travail n'est pas fait, il restera toujours une ombre dans nos relations.

Nous devons regarder en face notre histoire, ses pages de gloire et ses réalisations, mais aussi ses erreurs et même ses fautes.

Le respect de la mémoire, c'est reconnaître ce que le système colonial avait d'injuste, mais aussi le labeur de ceux qui ont construit sur cette terre et dont certains entretenaient des relations fraternelles avec leurs voisins musulmans.

Le respect de la mémoire, c'est aussi dire en quoi nous sommes redevables aux populations algériennes de leur contribution au développement de notre pays, mais aussi de l'appui qu'elles ont apporté à la France pendant ses heures tragiques, je veux saluer les anciens combattants algériens de l'armée française pendant la seconde guerre mondiale. Un nouveau service va bientôt, je l'espère, ouvrir ses portes à Alger pour leur assurer, ainsi qu'à leurs familles, les prestations auxquelles ils ont droit.

Le respect de la mémoire, c'est s'incliner devant la douleur de celles et ceux qui, Musulmans ou Européens, ont été victimes des violences pendant le déchirement de la guerre.

Le respect de la mémoire, c'est partager la peine de ceux qui, par centaines de milliers, durent quitter la terre où ils avaient leurs racines. Et ce n'est insulter personne que de dire que ceux-là aussi ont beaucoup souffert. Président de la République française, je dois aussi porter cette part de déchirement de mon pays.

C'est pourquoi je suis déterminé à poursuivre l'effort qui a été entrepris pour préserver les lieux de mémoire français en Algérie et accomplir notre devoir à l'égard des hommes et des femmes

qui sont nés et ont vécu sur cette terre qu'ils aimaient profondément. Des cimetières ont été déjà remis en état et d'autres, qui ne pouvaient plus être entretenus, regroupés. Je remercie tous ceux qui ont participé à cet effort, les associations, dont "In Memoriam", les familles, qui doivent s'impliquer naturellement, et les autorités algériennes, sans la collaboration desquelles rien n'aurait été possible. J'ai parfaitement conscience qu'il reste beaucoup à faire pour assurer le respect dû à nos morts, protéger leurs sépultures et ce travail, j'ai bien l'intention de le mener à son terme.

En faisant sa juste place à la mémoire, nous pouvons envisager de bâtir un destin commun, destin que vous incarnez aujourd'hui. Vous êtes les témoins, les acteurs, les symboles de cette relation sans pareille qui unit nos deux pays. Beaucoup d'entre vous partagent les deux héritages, les deux cultures, et parfois même les deux nationalités, et à ceux-là, qui forment la grande majorité de la communauté française d'Algérie, je veux rendre un hommage particulier, car vous constituez un pont entre nos deux pays, de même que ceux de nos compatriotes présents sur le sol français et qui possèdent aussi la nationalité algérienne, ou, tout simplement, des attaches avec l'Algérie. D'autres parmi vous sont expatriés. Et je n'oublie pas ceux qui sont nés ici et ont fait le choix valeureux de rester dans ce pays à l'indépendance de l'Algérie. Tous, vous formez la grande famille de France et d'Algérie, celle qui donne un caractère si particulier, si attachant, et il faut bien le dire, si complexe, - oui, parce que quand même ! - à la relation entre nos deux pays. Je rends hommage à votre travail, à votre présence, à votre courage, et notamment à ceux d'entre vous qui sont restés face à la menace terroriste pendant les années 90. Je veux avoir une pensée, parce que c'est mon devoir de président de la République, à l'endroit de nos 55 compatriotes tués pendant cette période, dont certains étaient vos parents, vos amis, vos proches. Je n'oublie pas non plus nos deux compatriotes employés de la société Razel, blessés en septembre dernier, ainsi que leur collègue italien et les gendarmes algériens qui les accompagnaient. Les terroristes sont des barbares. Et la France combat les terroristes et leur barbarie.

Aujourd'hui, je veux que tout soit fait pour assurer votre sécurité, comme celle de nos compatriotes qui visitent l'Algérie. Je remercie les autorités algériennes des actions et des engagements qu'elles ont pris en ce sens. Je veux vous dire une chose, rien n'est plus important à mes yeux. Je me sens responsable des Français de métropole, mais également des Français où qu'ils se trouvent dans le monde.

Je souhaite voir une communauté française active, nombreuse, participant au développement commun de nos deux pays. Je m'engage de mon côté à accompagner la montée en puissance de notre communauté expatriée, en commençant par les conditions de scolarisation de vos enfants auxquelles vous êtes légitimement attentifs.

De grands efforts ont déjà été accomplis avec la réouverture du Lycée international Alexandre Dumas, qui, depuis cette année, accueille les élèves dès la classe de sixième et jusqu'au baccalauréat. Grâce à l'initiative d'entreprises françaises, que je veux remercier, une petite école primaire existe également depuis maintenant deux ans, ouverte aux enfants de cadres expatriés. Mais je veux que l'on aille plus loin. A la rentrée prochaine, un nouveau collège ouvrira ses portes dans l'enceinte du lycée international. J'envisage la construction d'une nouvelle école primaire, qui relèvera, comme le lycée et le collège, de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger. Ici comme ailleurs dans le monde, notre réseau scolaire doit être un formidable vecteur pour la diffusion de la langue et de la culture françaises, mais aussi un instrument de coopération avec l'Algérie. Je souhaite également que nos compatriotes vivant dans les autres villes d'Algérie ne soient pas oubliés et que soit étudiée la possibilité de créer des écoles françaises à Oran, où nous venons de rouvrir notre consulat général, et à Annaba. Je vous le dis, on continuera l'année prochaine la gratuité, cela sera la classe de Première, pour vos enfants scolarisés. Je n'accepte pas que les études soient gratuites quand on met ses enfants en métropole et qu'elles soient payantes quand on fait le choix de l'expatriation. Dans le pays qui met "Egalité" au frontispice de ses établissements publics, ce n'est pas normal.

Mesdames et Messieurs, Mes Chers Compatriotes,

Il y a plus de soixante ans, le général de Gaulle préparait ici, dans cette maison, la phase ultime du recouvrement par la France de sa liberté et de sa souveraineté. En l'associant à la victoire, il rendait à notre pays son honneur. Quinze ans plus tard, il restituait au peuple algérien les clés de son destin. Aujourd'hui, son inspiration doit nous guider pour poursuivre cette ardente obligation de l'amitié franco-algérienne. Avec vous tous, je suis persuadé que nous y parviendrons.

Vive l'Algérie !

Vive la France !